

Introduction

Gino Gramaccia

Cet ouvrage fait écho à une première publication issue d'une recherche menée en 2013 et 2014 au sein du *Groupe Communication, Organisation, Société* du laboratoire MICA (Université Bordeaux Montaigne – EA 4426). Sous le titre *Les laboratoires du lien social. L'expérience Aquitaine de la solidarité*¹, un collectif d'auteurs, chercheurs, chefs d'entreprise, professionnels de l'insertion..., ont croisé leur regard sur cette grande problématique. Aujourd'hui, le présent ouvrage, *Le temps des précaires*, poursuit une réflexion critique interdisciplinaire sur les enjeux et les risques sociétaux liés aux formes nouvelles de l'organisation du travail.

En organisant la transition de la société industrielle à une société de l'information et des services, le capitalisme du *xxi*^e siècle a profondément transformé les relations entre le politique, l'économie et le social. En s'affranchissant du pouvoir politique, la sphère économique divorce du même coup du social. Le libéralisme économique cultive ses réseaux numériques, exploite des opportunités financières et asservit le social à des contraintes de projet et de processus. Mais la précarité est également la conséquence de la déterritorialisation des sites de production, du développement de la sous-traitance et du travail intérimaire, avec pour effet une segmentation accrue du marché de l'emploi susceptible d'entraîner diverses formes de disqualification sociale².

« Pas supplémentaire (ou retour) vers la marchandisation totale de la force de travail » dit Sébastien Chauvin³, la précarité est la négation, pour l'individu, de tout ce qui peut donner sens et cohérence à sa biographie : destruction des liens sociaux, invisibilité sociale, rupture de la continuité générationnelle (que peut-on transmettre de durable aux générations en apprentissage ?), transgression de tous les grands rituels de la vie collective et professionnelle. La précarité, plus qu'un concept, est devenue un paradigme. Omniprésente dans notre regard-monde, elle se manifeste quand on est *out* par l'impossible récit de vie : les complicités au travail, les regrou-

1. Ouvrage dirigé par Gino Gramaccia, paru aux Presses Universitaires de Bordeaux en 2014.

2. Serge Paugam, *La disqualification sociale*, Paris, PUF, 1994.

3. Sébastien Chauvin, *Les agences de la précarité*, Paris, Éditions du Seuil, 2010, p. 333.

pements communautaires, la vie familiale..., et finalement l'abolition des conditions de la reconnaissance font que l'individu précaire devient cet individu par défaut dont parle Castel, ou encore la figure contemporaine du vagabond condamné à l'exclusion et donc à l'invisibilité sociale.

On pourrait d'ailleurs démontrer que le précaire-vagabond est la figure contemporaine du non-communicant : il est exclu de tous les réseaux sociaux, il est condamné à perdre la face, il n'a plus droit à la parole...

Mais la précarité a ses synonymes et ses contraires, ses adeptes, ses partisans : pour qui veut voir une chance pour sauver l'entreprise et l'emploi, il faut parler alors de mobilité (au profit des salariés) et de flexibilité (au profit des entreprises). *Le temps des précaires* est une variable d'ajustement aux organisations flexibles du travail, une manière agile de répondre aux exigences de production, un mode éphémère du vivre ensemble et pour les zéloteurs du néo-libéralisme, sans doute, une éthique de crise appelant à l'engagement pour une cause commune... L'ambition de cet ouvrage est de mettre au jour et d'analyser les formes multiples et paradoxales de cette culture du temps court qui gagne les sphères publique, politique, managériale, artistique... Les auteurs visent à explorer les nouvelles formes de médiation dans les organisations contemporaines, les utopies alternatives pour le retour du politique comme protagoniste légitime dans le débat public. Il importe de rechercher un consensus politique pour préserver les générations à venir des dégâts du morcellement social, d'inventer un nouvel imaginaire social pour penser « l'hybridité globale et le métissage culturel » qu'évoque Rosi Braidotti⁴. Les acteurs supposés légitimes pour entreprendre ces actions de la nouvelle médiation ne manqueront pas à l'appel : écrivains, militants politiques, journalistes, syndicalistes, chercheurs..., tous ceux qui (se) préparent (à) des programmes alternatifs plus sensibles à la question sociale et à ses temporalités.

*

Sans doute faut-il voir dans la *servuction*, cette forme organisationnelle impliquant l'usager dans la production d'un service, le modèle le plus actuel d'une flexibilité à la fois informationnelle et cognitive. Appliquée aux services de la fonction publique – et telle est l'hypothèse d'Élizabeth Gardère – la servuction frustrerait l'agent d'une partie de ses prérogatives professionnelles. Traditionnellement assujetti à la production et à la fourniture globale du service, l'agent est maintenant en mesure de déléguer au

4. Rosi Braidotti, *La philosophie... là où on ne l'attend pas*, Paris, Larousse, 2009, p. 156.

bénéficiaire cette fraction des activités qui relève de la saisie de données personnelles. Cette délégation de savoir et de pouvoir repose sur la mise à disponibilité d'interfaces technologiques susceptibles de faire circuler ces données. Dans ce cas, le bénéficiaire devenu usager est supposé savoir piloter des outils *ad hoc* en mode *front office*. Ce nouveau collaborateur intervient dans un processus de production finalement conditionné, pour ne pas dire contrôlé, par une technologie disposant de sa propre autonomie de fonctionnement.

Annick Monseigne s'interroge sur les conditions de la visibilité du précaire dans la sphère de la démocratie participative. Son analyse part de cette question originale : quelle est la forme visuelle ou sensible de l'exclu dans l'espace de la décision collective ? Analysant les discours d'un maire d'une commune de 23 000 habitants, l'auteure s'interroge sur les « formes figuratives des précaires de la participation ». Selon une conception classique, l'espace-temps de la participation est consacré et subordonné à l'espace-temps de la délibération, à savoir au temps de parole équitable dans une sphère collective conçue de manière à ce que les citoyens puissent être mutuellement audibles et visibles : ce qui doit être dit doit être compris, commenté, archivé, décidé. Or ce qui prévaut aujourd'hui dans les nouveaux « dispositifs participatifs », c'est l'incitation au plaisir, à l'émotion à la faveur d'instantanés festifs (les fêtes de quartier, par exemple), dans ce que l'auteure appelle les « instantanés du politique ». L'éphémère, la proximité, ou le plaisir d'être ensemble sans plus, sont les nouvelles figures du politique, les formes imaginaires d'une participation symbolique – une vie sociale à moindres frais, en somme.

Faut-il voir dans le paradigme de projet, comme le démontre Anne Piponnier, cette sphère anthropologique (Boutinet est cité) au sein de laquelle sont créées de nouvelles formes d'appartenance sociale ou encore, comme le dit l'auteure, « un rempart contre les formes de dissolution et de dislocation des collectifs » ? Le projet deviendrait alors un palliatif symbolique à la précarité, une forme structurelle originale pour fournir enfin aux logiques productivistes une légitimité institutionnelle. Mais parce qu'il est éphémère, le projet crée des appartenances paradoxales : il implique un engagement dans la sphère autonome et temporaire d'une action qui, après achèvement, n'a pas vocation à engendrer du lien social. Sans mémoire – malgré les traces – conjuguée au présent et au futur à court terme, l'action de projet est à la fois solidaire et pragmatique : ses enjeux sont ceux d'une mission qui ne peut être dupliquée et qui, par conséquent, ne peut échouer. C'est là tout le sens symbolique de l'objectif prototypique, du « *one shot* », mobilisant un collectif *ad hoc* et impliquant ce que l'auteure appelle un « hors-champ », autrement dit l'environnement indifférencié

des acteurs privés des ressources nécessaires à leur recrutement dans le projet, montrant ainsi toute l'importance de procédures sélectives et électives. En somme, le paradigme de projet serait un « avatar », dit encore Anne Piponnier, et ainsi, dans notre problématique sur la précarité, une réponse, voire une réplique organisationnelle aux exigences d'une logique de production flexible.

Dans leur contribution sur l'approche générationnelle de la précarité, Myriam Bahuaud et Agnès Pecolo soulignent l'importance de la notion d'âge comme facteur de discrimination dans le monde du travail. La représentation sociale d'âges de la vie pourrait alors expliquer l'émergence, dans cette hypothèse, des inégalités générationnelles. L'effet d'âge serait donc le produit d'un imaginaire social, lui-même susceptible d'agir sur les choix stratégiques de recrutement dans le monde du travail. Mais les auteures remettent clairement en question ce qui, finalement, ne constitue qu'un prétexte gestionnaire indifférent aux risques de précarisation sociale, ce même prétexte qui trouve dans le culte de l'innovation, de l'adaptation et du changement permanents les raisons symboliques d'une nouvelle justification managériale et de nouveaux codes de l'employabilité, tels qu'ils se déclinent au moyen d'une terminologie *ad hoc* : flexisécurité comme substitut à la précarité, non-employabilité pour chômage, etc. Pour autant, à l'échelle intergénérationnelle, d'autres formes de transmission, de liens, de mémoire, de solidarité sont possibles qui sont aujourd'hui susceptibles d'étayer et de donner sens à de nouvelles formes d'engagement et de mobilisation au travail.

Mais sans doute faut-il prendre soin de distinguer l'éphémère du précaire. Dans une contribution en contrepoint aux différents regards portés sur la précarité, Nicole Denoit choisit le terrain d'expériences artistiques pour évoquer les paradoxes de l'éphémère, toujours « sublimé par la trace mémorielle », et les formes douloureuses de l'instabilité du précaire. S'appuyant sur les œuvres d'artistes comme Christine Crozat et Alexis Guillier, elle analyse ce qui de l'érosion, de l'usure ou de l'instabilité peut, malgré tout, continuer de faire sens ou faire mémoire. Il s'agit, au fond, de jouer des figures de l'art pour pérenniser l'éphémère ou encore revendiquer la précarité. Cet étrange retournement artistique consiste à rattraper par le signe, le symbole, l'image, la mise en scène ce qui, sans cela, aurait vocation à disparaître : les matériaux périssables, « les plastiques qui jaunissent, des vidéos qui s'effacent, des œuvres végétales qui pourrissent... » ou encore, dans un registre différent, les flux numériques. Ces « mises en scènes de l'éphémère », dit l'auteure, en reproduisant à l'envi ces logiques de l'instant, auraient au moins le pouvoir de différer l'issue fatale : la disparition ou la mort. L'annonce mise en art d'une telle issue la rendrait symboli-

quement improbable. Ou en tout cas inspire à son égard détachement ou insouciance.

Pour Nadège Soubiale, s'inspirant de Piketty, l'apologie méritocratique des hauts salaires permet d'occulter, dans les sociétés occidentales, les causes économiques et politiques des inégalités. Avec ce que l'auteure appelle le culte du mérite ou encore la rhétorique de l'inéluctable pour justifier les stratégies de l'hyperconcurrence, ce sont les conditions de la critique sociale et du débat politique qui sont ainsi éludées. S'installe alors un imaginaire de combat au profit de la survie d'un acteur économique : l'entreprise, telle qu'elle est pensée exclusivement en termes de production de valeur marchande. Dans ce régime productiviste, employabilité, flexibilité, compétitivité, voire innovation et modernisation, sont ces figures sacrificielles ou ce reste symbolique qui réduisent le salarié à sa fonction d'acteur d'opportunité : son expertise est convoquée sur ces chaînes de la valeur pilotées par l'exigence du client et commandées par la promesse d'un contrat. À l'exaltation de la performance individuelle s'opposent le chômage, la précarité, la souffrance au travail, toutes ces pathologies sociales et psychologiques imputables, dans cette logique, aux seules défaillances individuelles. Dans cette nouvelle organisation du travail, le salarié précaire n'est plus repérable au niveau méso, dit l'auteure : celui des collectifs de vie au sein desquels ce salarié construit ses liens, ses marques sociales, ses temporalités pérennes... Sans doute la communication organisationnelle, en appui à la sociologie, aurait-elle des solutions théoriques à fournir pour rendre compte de telles mutations.

Geneviève Guilhaume analyse les formes paradoxales de la précarisation des managers. La communication numérique (courrier électronique, intranets, réseaux sociaux) a grandement subverti les relations hiérarchiques : une plus grande autonomie des salariés dans la gestion des informations s'est progressivement soldée, chez les cadres, par une perte d'autorité et de pouvoir de décision. L'auteure parle justement de « management distribué » pour désigner ces formes nouvelles de coopération et de décision au sein d'organisations transversales, dites « par projet » ou « par processus ». Dans ces conditions, à la relation d'autorité, à l'injonction hiérarchique, s'est substitué un management de facilitation, de mobilisation, d'accompagnement, d'incitation à agir, ou encore, comme le justifie l'auteure, de *coaching*. Dans le même temps, des contraintes d'urgence, d'hyper-disponibilité, d'accélération des échanges auront eu raison de la sphère décisionnelle du manager, du temps nécessaire à la consultation, à la liberté de réfléchir pour préparer l'action. Dans ce temps improbable, fragmenté, dispersé et donc précarisé de l'action, la technique du coaching intervient, paradoxa-

lement, comme une thérapie compensatrice, façon symbolique sans doute de légitimer implicitement la précarité.

Pour Annick Schott et Zahir Yanat, la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ouvre de nouvelles perspectives pour le traitement de la précarité. Un consensus social voire politique est possible qui s'inspire, notamment dans les PME, de l'engagement éthique du dirigeant. Il s'agit bien d'éthique et non de morale : un comportement éthique fait référence, il incite à la coopération, voire à la solidarité. Jacques Généreux (2009) nous pose la question suivante : « Pourquoi et comment des millions d'individus persuadés que la coopération solidaire est cent fois préférable à la compétition solitaire restent-ils impuissants à refonder sur elle leur système économique et politique ? » Comme le soulignent Boltanski et Chiapello (1999), au capitalisme domestique et familial hérité du XIX^e siècle a succédé l'idéologie du consensus fordien dans les années 1930 à 1973, idéologie qui tente de satisfaire (en réajustant l'équilibre des forces) la critique sociale et son exigence de sécurité des salariés (convention collectives, logique de statut, État-Providence). La configuration actuelle du capitalisme, née dans les années 1970, sous l'effet des contestations de mai 1968 et de leur impact, se joue, par la captation en surface, de valeurs telle l'authenticité et d'ambitions telle l'autonomie des salariés. Dans ce contexte, la question de recherche des auteurs est la suivante : la RSE ne pourrait-elle pas être utilisée comme l'un des véritables leviers vers un capitalisme plus éthique qui réduirait la précarité ?

Dans sa critique de la pensée néo-libérale, Hélène Dufau insiste, s'agissant de la recherche universitaire, sur les dangers de cette loi dite « naturelle », de ce *fatum* économique qui confère à la flexibilité toutes les vertus qu'on prête généralement au progrès : la responsabilité, la liberté, l'efficacité... Si la flexibilité est bonne, alors, dit cette « loi », la précarité s'inscrit dans cette logique du risque si symboliquement précieuse aux séides du néo-libéralisme. Dès lors, le postulat selon lequel la recherche scientifique doit directement produire de l'innovation, créer des marchés, dynamiser l'économie prend, dans ce contexte, une nouvelle vigueur. À l'appui de cette hypothèse, l'auteure rappelle que l'organisation de la recherche est un milieu fortement concurrentiel, fait de paradoxes puisqu'il faut concilier, par exemple, l'obligation de travailler en équipe et la performance individuelle et surtout prévoir et intégrer tous les supports (budgétaires, éditoriaux, jurys de recrutement...) sous peine de « mort institutionnelle ». À ceci s'ajoutent, pour les jeunes chercheurs, mais aussi pour les chercheuses, ces souffrances liées à l'impossibilité de concilier des parcours de vie, des obligations de réputation d'auteur(e) et de chercheur(e), des charges d'enseignement et d'administration... Ces

parcours ont des rythmes, des temporalités, des horizons variables le plus souvent incompatibles. Peu importe, puisque la pensée néo-libérale, prônant l'excellence, fait de cette instabilité une épreuve à forte valeur symbolique ajoutée.